



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 14 du 30 avril 2008

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- * sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- * aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 2 mai 2008

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	223
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	223
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	223
Bureau des réglementations	223
Extrait de l'autorisation préfectorale n° 5/54 du 18 avril 2008 portant agrément d'un agent de recherches privées	223
Bureau des étrangers	223
Arrêté du 7 avril 2008 relatif à l'habilitation des agents ayant accès au traitement automatisé de données personnelles dénommé ELOI, prévu à la section 4 du titre VI de la partie réglementaire du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	223
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	223
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	223
Extrait de l'arrêté du 14 avril 2008 autorisant les agents et mandataires de GRT gaz à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées pour procéder à des travaux topographiques en vue de l'installation d'une station d'interconnexion sur la commune de Cerville	223
Extrait de l'arrêté modificatif du 16 avril 2008 prorogeant de 6 mois supplémentaires le délai au delà duquel l'inhumation de corps dans le cimetière d'Ecrouves est interdite	223
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières	223
Extrait de l'arrêté modificatif du 9 avril 2008 portant nomination d'un régisseur d'avances auprès de la direction des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle	223
Arrêté du 17 avril 2008 accordant délégation de pouvoirs au responsable du service Bois de l'agence de Nancy-Nord de l'Office National des Forêts	224
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	224
Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire	224
Extrait de l'arrêté du 8 avril 2008 autorisant la nomination d'un régisseur d'Etat auprès de la police municipale de Longuyon	224
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	224
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE	224
Extrait de la délibération n° 162/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997	224
Extrait de la délibération n° 13/08 de la consultation écrite de la commission exécutive du 4 avril 2008 délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de L'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997	224
Extrait de la délibération n° 14/08 de la consultation écrite de la commission exécutive du 4 avril 2008	224
Extrait de la délibération n° 15/08 de la consultation écrite de la commission exécutive du 4 avril 2008	224
Extrait de la délibération n° 16/08 de la consultation écrite de la commission exécutive du 4 avril 2008	225
Service actions et établissements de santé	225
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/02 du 23 janvier 2008 fixant les recettes d'activité du mois de novembre 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maternité Régionale - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015	225
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/03 du 23 janvier 2008 fixant les recettes d'activité du mois de novembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Toul - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023	225
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/04 du 23 janvier 2008 fixant les recettes d'activité du mois de novembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Lunéville - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155	225
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/05 du 23 janvier 2008 fixant les recettes d'activité du mois de novembre 2007 à verser par l'assurance au Centre Hospitalier de Pont à Mousson - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296	225
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/06 du 23 janvier 2008 fixant les recettes d'activité du mois de novembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Jacques PARISOT - Bainville - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668	225
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/07 du 23 janvier 2008 fixant les recettes d'activité du mois de novembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Briey - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070	225
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/08 du 23 janvier 2008 fixant les recettes d'activité du mois de novembre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096	226
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/09 du 23 janvier 2008 fixant les recettes d'activité du mois de novembre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'Association Hospitalière de Joëuf - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104	226
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/10 du 23 janvier 2008 fixant les recettes d'activité du mois de novembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138	226
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/11 du 23 janvier 2008 fixant les recettes d'activité du mois de novembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286	226
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/12 du 23 janvier 2008 fixant les recettes d'activité du mois de novembre 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maison Hospitalière de Baccarat - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072	226
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/13 du 23 janvier 2008 fixant les recettes d'activité du mois de novembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163	226
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/14 du 24 janvier 2008 fixant les recettes d'activité du mois de novembre 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maison Hospitalière Saint-Charles - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395	227
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/16 du 22 février 2008 fixant les recettes d'activité du mois de décembre 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maternité Régionale - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015	227
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/17 du 22 février 2008 fixant les recettes d'activité du mois de décembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Toul - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023	227
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/18 du 22 février 2008 fixant les recettes d'activité du mois de décembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Lunéville - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155	227
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/19 du 22 février 2008 fixant les recettes d'activité du mois de décembre 2007 à verser par l'assurance au Centre Hospitalier de Pont à Mousson - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296	227
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/20 du 22 février 2008 fixant les recettes d'activité du mois de décembre 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maison Hospitalière Saint-Charles - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395	227
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/21 du 22 février 2008 fixant les recettes d'activité du mois de décembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Jacques PARISOT - Bainville - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668	228
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/22 du 22 février 2008 fixant les recettes d'activité du mois de décembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Briey - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070	228
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/23 du 22 février 2008 fixant les recettes d'activité du mois de décembre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096	228
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/24 du 22 février 2008 fixant les recettes d'activité du mois de décembre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'Association Hospitalière de Joëuf - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104	228
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/25 du 22 février 2008 fixant les recettes d'activité du mois de décembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138	228
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/26 du 22 février 2008 fixant les recettes d'activité du mois de décembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286	228
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/27 du 22 février 2008 fixant les recettes d'activité du mois de décembre 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maison Hospitalière de Baccarat - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072	229

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/28 du 22 février 2008 fixant les recettes d'activité du mois de décembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163	229
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/31 du 26 mars 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015	229
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/32 du 26 mars 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023	229
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/33 du 26 mars 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155	229
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/34 du 26 mars 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont à Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	229
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/35 du 26 mars 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395	230
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/36 du 26 mars 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT - Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668	230
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/37 du 26 mars 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070	230
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/38 du 26 mars 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096	230
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/39 du 26 mars 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joëuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	230
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/40 du 26 mars 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	230
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/41 du 26 mars 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286	231
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/42 du 26 mars 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072	231
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/43 du 26 mars 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163.....	231
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/46 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015	231
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/47 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023	231
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/48 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière de Baccarat pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072	231
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/49 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	232
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/50 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pont à Mousson pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296	232
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/51 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière Saint-Charles pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395	232
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/52 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	232
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/53 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096.....	233
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/54 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de Joëuf pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104	233
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/55 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis Vautrin à Vandoeuvre pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286	233
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/56 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	233
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/57 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163	233
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/58 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 056 - N° FINESS Etablissement : 540 014 073	234
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/59 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS Etablissement : 540 000 312	234
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/60 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au CMS de Faulx pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 262 - N° FINESS Etablissement : 540 000 544	234
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/61 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison de Repos et de Convalescence de Flavigny pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 585	234
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/62 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques PARISOT de Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668	234
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/63 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Sanitaire « Les Rives du Château » à Blâmont pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 750 721 334 - N° FINESS Etablissement : 540 000 726	234
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/64 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière Saint-Eloi de Neuves-Maisons pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 437 - N° FINESS Etablissement : 540 000 858	235
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/65 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au COCEE de Flavigny pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 973	235
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/66 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 399 - N° FINESS Etablissement : 540 000 270.....	235
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/67 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut Régional de Réadaptation pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 726 - N° FINESS Etablissement : 540 009 701	235
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/68 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal 3 H SANTE pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 007 - N° FINESS Etablissement : 540 000 148	235
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/69 du 10 avril 2008 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy (AHBL) pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 4488	235
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/70 du 10 avril 2008 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 6459	236
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/71 du 10 avril 2008 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H SANTE pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 6665	236
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/72 du 10 avril 2008 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 6780	236

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/73 du 10 avril 2008 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 8364	236
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/74 du 10 avril 2008 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 8737	236
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/75 du 10 avril 2008 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 9503	236
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/76 du 10 avril 2008 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 9578	237
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/77 du 10 avril 2008 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 9586	237
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/78 du 10 avril 2008 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey-Lay Saint Christophe pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 54 001 0782	237
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/79 du 10 avril 2008 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de la Maison Hospitalière de Baccarat pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 54 001 2747	237
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/80 du 10 avril 2008 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Association Hospitalière de Joëuf pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 54 001 3158	237
Extrait de l'arrêté n° 2 du 14 avril 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin	237
Extrait de l'arrêté n° 20 du 23 avril 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Lunéville	238
Extrait de l'arrêté n° 21 du 22 avril 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson	238
Extrait de l'arrêté n° 25 du 28 avril 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou	239
Extrait de l'arrêté n° 26 du 22 avril 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port	239
Extrait de l'arrêté n° 26 du 28 avril 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy	239
Service affaires financières	240
Extrait de l'arrêté ARH n° 54/2008 du 4 avril 2008 portant fixation pour l'exercice 2008 de la dotation annuelle de fonctionnement du service d'accueil et de traitement des urgences de la Polyclinique de Gentilly à Nancy - N° FINESS : 540000486	240
Extrait de l'arrêté ARH n° 55/2008 du 4 avril 2008 portant fixation pour l'exercice 2008 du montant annuel pour l'activité de prélèvement d'organes ou de tissus de la Polyclinique Louis Pasteur à Essey-lès Nancy - N° FINESS : 540000478	240
Extrait de l'arrêté ARH n° 56/2008 du 4 avril 2008 relatif au classement du Service de Soins de suite de la Maison de Repos "Les Elieux" à Seichamps	240
Extrait de l'arrêté ARH n° 57/2008 du 4 avril 2008 fixant les règles générales de modulation et les critères d'évolution des tarifs des prestations des activités de soins de suite ou de réadaptation et de psychiatrie des établissements de santé mentionnés au d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale	240
Extrait de l'arrêté ARH n° 58/2008 du 4 avril 2008 fixant les règles générales de convergence du coefficient de transition entre les établissements de la région	241
Extrait de l'arrêté ARH n° 59/2008 du 4 avril 2008 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2008 - Clinique "l'Arc en Ciel" à Epinal - N° FINESS : 880780135	241
Extrait de l'arrêté ARH n° 60/2008 du 4 avril 2008 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2008 - Polyclinique de Gentilly et Saint Don à Nancy - N° FINESS : 54 0 000486	241
Extrait de l'arrêté ARH n° 61/2008 du 4 avril 2008 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2008 - Polyclinique « La Ligne Bleue » à Epinal - N° FINESS : 88 0 788591	241
Extrait de l'arrêté ARH n° 62/2008 du 4 avril 2008 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2008 - Polyclinique Majorelle à Nancy - N° FINESS : 54 0 013224	241
Extrait de l'arrêté ARH n° 63/2008 du 4 avril 2008 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2008 - SAS Polyclinique Louis Pasteur à Essey-lès-Nancy - N° FINESS : 54 0 000478	242
Extrait de l'arrêté ARH n° 64/2008 du 4 avril 2008 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2008 - Hôpital-Clinique Claude Bernard à Metz - N° FINESS : 57 0 00064.6	242
Extrait de l'arrêté ARH n° 65/2008 du 4 avril 2008 portant fixation pour l'exercice 2008 du forfait annuel accueil et traitement des urgences de la Clinique Claude Bernard à Metz - N° FINESS : 57000064-6	242
Extrait de l'arrêté ARH n° 66/2008 du 4 avril 2008 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2008 - Clinique Saint-Nabor à Saint-Avold - N° FINESS : 57 0 00008.3	242
DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT	243
Décision du 18 avril 2008 portant habilitation au titre de l'article R.8111-8 du code du travail des agents de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine chargés de l'inspection du travail dans les mines et carrières	243
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES EST	243
Division d'exploitation de Metz	243
Extrait de l'arrêté 2008-DIR-Est-M-54-022 en date du 17 avril 2008 portant réglementation de la circulation routière	243
Extrait de l'arrêté 2008-DIR-Est-M-54-023 en date du 17 avril 2008 portant réglementation de la circulation routière	243
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	243
Service actions et établissements de santé	243
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/366-08 du 15 avril 2008 portant agrément n° 170 de l'entreprise de transports sanitaires « LEXY AMBULANCES », 22 rue du Jura - 54720 Lexy	243
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/367-08 du 15 avril 2008 portant agrément n° 169 de l'entreprise de transports sanitaires « AMBULANCES LACATENA », 4 rue du Réservoir - 54590 Hussigny Godbrange	244
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/368-08 du 25 avril 2008 portant organisation de la permanence des soins en médecine ambulatoire dans le département	244
Service solidarité autonomie	244
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 354 du 15 avril 2008 autorisant l'extension du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Pompey	244
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 355 du 15 avril 2008 autorisant l'extension du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Neuves-Maisons	244
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 356 du 15 avril 2008 autorisant l'extension du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Blainville-sur-l'Eau	245
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 357 du 15 avril 2008 autorisant l'extension du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Villers-lès-Nancy	245
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	245
Service environnement - eau	245
Extrait de l'arrêté du 22 avril 2008 portant autorisation de renouvellement de l'autorisation d'exploiter un plan d'eau sur le territoire de la commune d'Ogéville au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement	245
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	246
Service aménagement, risques et urbanisme	246
Extrait de l'arrêté n° 08 DE 004 PU du 22 avril 2008 portant approbation de la carte communale de Tanconville en application de l'article R.124-7 du code de l'urbanisme	246
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	247
Arrêté du 24 avril 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim	247
AUTRES SERVICES	247
RESEAU FERRE DE FRANCE	247
Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 11 avril 2008 d'un terrain sis à Lunéville (54)	247
AVIS ET COMMUNICATIONS	247
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	247
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	247
Service aménagement, risques et urbanisme	247
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 10265 du 28 avril 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Gerbéviller	247

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 12735 du 28 avril 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy	247
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 15873 du 28 avril 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Ludres.....	247
AUTRES SERVICES	247
CENTRE HOSPITALIER RAVENEL DE MIRECOURT.....	247
Avis de concours sur titres du 16 avril 2008 de cadre de santé	247

LISTE DES CIRCULAIRES A L'ENSEMBLE DES MAIRES

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

Service interministériel de défense et de protection civile

Circulaire du 26 mars 2008 relative à la désignation d'un correspondant défense dans chaque commune

Circulaire du 8 avril 2008 relative à la suspension d'exploitation d'un manège de type WING SURFER fabriqué par la Société Thomas Manège Europe

Circulaire du 24 avril 2008 relative aux manèges de type "WING SURFER"

Bureau des affaires politiques

Circulaire du 14 avril 2008 relative à la médaille d'honneur régionale, départementale et communale - Promotion du 14 juillet 2008

Circulaire du 18 avril 2008 relative à la journée nationale du souvenir des victimes et des héros de la Déportation

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Circulaire du 8 avril 2008 relative aux installations agricoles - Création d'une fiche de renseignements agricole simplifiée

Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique

Circulaire du 31 mars 2008 relative aux contrats aidés 2008

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Circulaire du 28 mars 2008 relative aux montants maximaux bruts mensuels des indemnités de fonction des titulaires de mandats locaux à partir du 1^{er} mars 2008

Circulaire du 1^{er} avril 2008 relative aux élections locales 2008 - Emplois fonctionnels de direction - Lutte contre les discriminations

Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire

Circulaire du 2 avril 2008 relative à la fixation des taux d'imposition des quatre taxes directes locales en 2008

Circulaire du 4 avril 2008 relative au renouvellement des membres élus du comité des finances locales

Les textes complets de ces circulaires peuvent être consultés auprès des services émetteurs ci-dessus.



ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Direction de la réglementation et des libertés publiques
Bureau des réglementations****Extrait de l'autorisation préfectorale n° 5/54 du 18 avril 2008 portant
agrément d'un agent de recherches privées**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Monsieur Jackie NICOLET est agréé pour exercer des activités de recherches privées à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 2 : Le secrétaire général, le sous-préfet de BRIEY, le commandant de la circonscription de sécurité publique de LONGWY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à Monsieur Jackie NICOLET et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.
Nancy, le 18 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le chef du bureau des réglementations,
Jean-Pierre DEVIDET

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa réception.

Bureau des étrangers**Arrêté du 7 avril 2008 relatif à l'habilitation des agents ayant accès au
traitement automatisé de données personnelles dénommé ELOI, prévu
à la section 4 du titre VI de la partie réglementaire du code de l'entrée et
du séjour des étrangers et du droit d'asile**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la convention n° 108 du 25 janvier 1981 du Conseil de l'Europe sur la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, approuvée par la loi n° 82-890 du 19 octobre 1982 entrée en vigueur le 1er octobre 1985 ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 83-6634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment l'article 26 ;

Vu le décret n° 2005-1309 du 20 octobre 2003 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et notamment les articles R 611-18 à R 611-24 ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Sont destinataires des données à caractère personnel enregistrées dans le traitement ELOI pour les besoins exclusifs des missions relatives aux procédures d'éloignement qui leur sont confiées :

- Madame Sylvia POLIN, chef du bureau des étrangers ;
- Madame Elisabeth DAVAL, adjoint au chef de bureau, chef de la section « séjour et asile » ;
- Madame Edith CHARRIAU CORON, responsable de la section « contentieux » du bureau des étrangers ;
- Monsieur Ahmed CHAIB, adjoint au chef de la section « asile » du bureau des étrangers ;
- Madame Brigitte LELOUP, responsable de la section « éloignement » du bureau des étrangers ;
- Madame Anne AUBRY, affectée à la section « éloignement » du bureau des étrangers ;
- Madame Aurore LALEEVEE, affectée à la section « éloignement » du bureau des étrangers ;
- Monsieur Olivier PIERRET, affecté à la section « éloignement » du bureau des étrangers ;
- Monsieur Bertrand SIFFERT, affecté à la section « éloignement » du bureau des étrangers.

Art. 2 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

**Direction du développement durable et des politiques
interministérielles
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement****Extrait de l'arrêté du 14 avril 2008 autorisant les agents et mandataires de
GRT gaz à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées pour
procéder à des travaux topographiques en vue de l'installation d'une
station d'interconnexion sur la commune de Cerville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe de faciliter les études sur le terrain du projet dont il s'agit ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Les agents et mandataires de GRT gaz, ainsi que les agents des entreprises travaillant pour son compte, sont autorisés à procéder aux travaux

de piquetage et de topographie nécessaires à l'étude de l'installation d'une station d'interconnexion sur la commune de Cerville.

A cet effet, sous réserve du droit des tiers, ils pourront pénétrer dans les propriétés publiques et privées, closes ou non closes (sauf à l'intérieur des maisons d'habitation) et dans les zones boisées, y planter des balises, y établir des jalons, piquets et repères, y pratiquer des sondages, fouilles et coupures, y exécuter des ouvrages temporaires et y faire des abattages, élagages, ébranchements, nivellements et autres travaux ou opérations que les études ou la réalisation du projet rendront indispensables.

Les opérations ci-dessus seront effectuées dans les communes de Cerville, Laneuvelotte et Velaine-sous-Amance.

Art. 2 : Chacun des techniciens et agents chargés des études et travaux sera muni d'une copie du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

Art. 3 : Dans les propriétés closes, l'introduction des techniciens et agents susvisés n'aura lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 5 de la loi du 29 décembre 1892.

Art. 4 : Il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie avant qu'un accord amiable ne soit établi sur la valeur ou qu'à défaut de cet accord, il ait été procédé à la constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires à l'évaluation des dommages.

Art. 5 : Les indemnités qui pourraient être dues pour dommages causés aux propriétés par les agents chargés des études seront à la charge de GRT gaz. A défaut d'accord amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif.

Art. 6 : Il est interdit de troubler, de quelque manière que ce soit, l'exécution des travaux, ainsi que d'arracher ou de déplacer des balises, piquets, jalons, bornes, repères ou signaux placés par les agents chargés des études.

Art. 7 : Madame et Messieurs les maires des communes de Cerville, Laneuvelotte, Velaine-sous-Amance, Monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, les gardes champêtres et forestiers, les propriétaires et les habitants des communes dans lesquelles les études seront faites, sont invités à prêter aide et assistance aux techniciens ainsi qu'au personnel effectuant les études et travaux.

Ils prendront des mesures nécessaires pour la conservation des balises, jalons, piquets et repères servant au tracé.

Art. 8 : Le présent arrêté sera périmé de plein droit s'il n'est pas suivi d'exécution dans les six mois de sa prise.

Art. 9 : Il devra, dès réception, être affiché aux endroits habituels dans les communes citées à l'article 1^{er} dont chaque maire adressera immédiatement à la préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.

Art. 10 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Art. 11 : Le Secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, les maires des communes de Cerville, Laneuvelotte, Velaine-sous-Amance et le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au directeur départemental de l'équipement, au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et au directeur de GRT gaz.

Nancy, le 14 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

**Extrait de l'arrêté modificatif du 16 avril 2008 prorogeant de 6 mois
supplémentaires le délai au delà duquel l'inhumation de corps dans le
cimetière d'Ecrouves est interdite**

Arrêté préfectoral en date du 16 avril 2008 modifiant l'arrêté du 27 mai 2004

- a) déclarant d'utilité publique la dérivation du captage de la source de l'Eglise par la commune d'Ecrouves et l'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau
- b) autorisant la poursuite de l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine, en prorogeant de 6 mois supplémentaires, le délai au delà duquel l'inhumation de corps dans le cimetière d'Ecrouves est interdite.

L'arrêté préfectoral est consultable dans son intégralité, en préfecture de Meurthe-et-Moselle ou en mairie d'Ecrouves.

**Bureau du management stratégique des services de l'État et des
affaires financières****Extrait de l'arrêté modificatif du 9 avril 2008 portant nomination d'un
régisseur d'avances auprès de la direction des services fiscaux de
Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

L'arrêté préfectoral du 9 août 2007 est modifié comme suit :

Art. 1^{er} : Monsieur Lionel MAGNI, adjoint technique des impôts à la direction des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle, est nommé régisseur d'avances auprès de cette direction à compter du 1^{er} septembre 2007.

Art. 2 : L'arrêté préfectoral du 28 juillet 2006 portant nomination de Mme Jocelyne HERRY comme régisseur d'avances auprès de la direction départementale des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

Art. 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Madame la directrice départementale des services fiscaux et Monsieur le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Lionel MAGNI.

Art. 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 9 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Arrêté du 17 avril 2008 accordant délégation de pouvoirs au responsable du service Bois de l'agence de Nancy-Nord de l'Office National des Forêts

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu l'article 1^{er} de la loi n°64-1 278 du 23 décembre 1964 créant l'Office National des Forêts ;

Vu l'article R.134-8 du code forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de pouvoirs est donnée à M. Denis STAUFFER, en sa qualité de responsable du service Bois de l'agence de Nancy-Nord de l'Office National des Forêts (ONF) afin de présider les ventes par adjudication publique sur soumissions et au rabais de bois façonnés provenant de forêts domaniales et de forêts de collectivités.

Art. 2 : En cas d'absence de M. Denis STAUFFER, la délégation qui lui est conférée par l'article 1^{er} est exercée par M. Gérard MULLER, adjoint au directeur de l'agence de Nancy-Nord de l'ONF.

Art. 3 : L'arrêté préfectoral du 7 décembre 2007 accordant délégation de pouvoir au chef du service commercial de l'agence Nancy-Nord de l'ONF est abrogé.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Denis STAUFFER, responsable du service Bois de l'agence de Nancy-Nord de l'ONF, affiché dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 17 avril 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

**Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire**

Extrait de l'arrêté du 8 avril 2008 autorisant la nomination d'un régisseur d'Etat auprès de la police municipale de Longuyon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : M. Philippe JULIEN, agent chargé de la surveillance de la voie publique à Longuyon, est nommé en qualité de régisseur titulaire pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2 212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route.

Art. 2 : M. Philippe JULIEN est dispensé de constituer un cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité annuelle en qualité de régisseur titulaire.

Art. 3 : L'arrêté préfectoral en date du 1^{er} décembre 2006 est abrogé.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, le maire de Longuyon et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur titulaire concerné, sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

Nancy, le 8 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine

Extrait de la délibération n° 162/07 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2007 délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n° 4 au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec l'Espace Chirurgical Ambroise Paré à Nancy relatif à la reconnaissance tarifaire de l'unité de soins intensifs en cardiologie ;
D'autoriser le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 17 octobre 2007

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 13/08 de la consultation écrite de la commission exécutive du 4 avril 2008 délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de L'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver la répartition de crédits alloués aux établissements suivants conformément à la répartition proposée :

- CPN Laxou
- Polyclinique Louis Pasteur Essey les Nancy
- CH Toul
- Polyclinique Gentilly Nancy
- Clinique Majorelle Nancy
- CH Briey
- CH Bar le Duc
- CH Commercy
- CHS Lorquin
- CHR Metz Thionville
- SIH Pôle Mères Enfants Metz
- CH Sarrebourg
- Clinique Claude Bernard Metz
- Clinique Notre Dame Thionville
- Hôpitaux privés de Metz
- Clinique Saint Nabor Saint Avold

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer une convention comportant les engagements juridiques, techniques et financiers à respecter pour chaque projet.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 avril 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 14/08 de la consultation écrite de la commission exécutive du 4 avril 2008

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

D'approuver les avenants tarifaires des établissements suivants :

- Clinique Jeanne d'arc (Lunéville)
- Clinique Gentilly et Saint-Don (Nancy)
- Clinique Pasteur (Essey)
- Clinique St André (Vandœuvre)
- Clinique A Paré (Nancy)
- Clinique Majorelle (Nancy)
- ALTIR (Vandœuvre les Nancy)
- Clinique A Paré (Thionville)
- Clinique Notre Dame (Thionville)
- Clinique Claude Bernard (Metz)
- Clinique St Nabor (St Avold)
- ASA (Metz)
- Clinique du Parc (Bar le Duc)
- Clinique Notre Dame (St Dié)
- Clinique la ligne bleue (Epinal)
- Clinique Arc en ciel (Epinal)

Ces avenants tarifaires sont applicables au 1^{er} mars 2008.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine.

Nancy, le 4 avril 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 15/08 de la consultation écrite de la commission exécutive du 4 avril 2008

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

VU les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens signés entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et :

- La Maison de Repos Les Elieux à SEICHAMPS)
- La MRC Le Château à BACCARAT)
- La Clinique A.PARE à NANCY (site Razey-Xertigny))
- La MRC La Louvière à SENONES)REPOS OU
- La Polyclinique Gentilly et Saint-Don à NANCY)CONVALESCENCE
- La Clinique Saint-Jean à NANCY)(Soins de Suite)
- La Clinique Ambroise PARE à THIONVILLE)
- Maison Sainte-Marguerite à NOVEANT)PSYCHIATRIE
- Polyclinique Gentilly et Saint-Don à NANCY)READAPTATION
- Polyclinique Louis PASTEUR à ESSEY-lès-NANCY)

DECIDE

D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1^{er} mars 2008 telles que définies dans l'arrêté régional du 4 avril 2008.

Ces tarifs feront l'objet d'avenants aux contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens signés entre le représentant de chacun des établissements et le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine.

Nancy, le 4 avril 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de la délibération n° 16/08 de la consultation écrite de la commission exécutive du 4 avril 2008

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et la Maison de Repos et de Convalescence "Les Elieux" à Seichamps ;

DECIDE

D'autoriser le directeur de l'A.R.H. de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de moyens, confirmant les tarifs suivants :

Prestations	Repos	Convalescence
A compter du 19 octobre 2007 :		
Prix de Journée	80.45 €	87.61 €
Forfait pharmacie	2.82 €	2.65 €
Chambre particulière	9.93 €	11.86 €
Forfait d'entrée	60.97 €	60.97 €
Forfait prestation PMSI	6.28 €	6.28 €
Forfait surveillance médicale	6.86 €	6.86 €

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 4 avril 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/02 du 23 janvier 2008 fixant les recettes d'activité du mois de novembre 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maternité Régionale - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 517 128 € soit :

1) 1 509 353 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 400 933 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
154 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
5 568 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
102 698 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 4 975 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 2 800 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à la MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 janvier 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/03 du 23 janvier 2008 fixant les recettes d'activité du mois de novembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Toul - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 734 261 € soit :

1) 656 594 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

567 613 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
11 171 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
1 249 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
76 131 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

430 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 6 726 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 70 941 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER - TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 janvier 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/04 du 23 janvier 2008 fixant les recettes d'activité du mois de novembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Lunéville - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 909 336 € soit :

1) 871 957 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

802 626 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
11 655 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
1 295 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
56 169 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

212 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 35 782 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 1 597 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 janvier 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/05 du 23 janvier 2008 fixant les recettes d'activité du mois de novembre 2007 à verser par l'assurance au Centre Hospitalier de Pont à Mousson - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 312 046 € soit :

1) 309 408 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

279 572 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
8 109 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
226 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
21 501 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 0 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 2 638 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 janvier 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/06 du 23 janvier 2008 fixant les recettes d'activité du mois de novembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Jacques PARISOT - Bainville - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 57 848 € soit :

57 848 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

57 848 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre J. PARISOT BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 janvier 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/07 du 23 janvier 2008 fixant les recettes d'activité du mois de novembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Briey - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 438 666 € soit :

1) 1 287 914 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 157 387 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
 16 988 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 2 692 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 109 578 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 269 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
 2) 125 165 € au titre des spécialités pharmaceutiques,
 3) 25 587 € au titre des produits et prestations
Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au CH BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 janvier 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
 et par délégation,
 La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
 Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/08 du 23 janvier 2008 fixant les recettes d'activité du mois de novembre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 496 219 € soit :

1) 1 463 995 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 316 673 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
 21 376 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 2 412 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 123 534 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 18 746 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 13 478 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'AH BASSIN LONGWY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 janvier 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
 et par délégation,
 La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
 Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/09 du 23 janvier 2008 fixant les recettes d'activité du mois de novembre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'Association Hospitalière de Joëuf - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 147 777 € soit :

1) 147 750 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

80 877 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

66 873 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

2) 27 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 janvier 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
 et par délégation,
 La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
 Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/10 du 23 janvier 2008 fixant les recettes d'activité du mois de novembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 14 946 589 € soit :

1) 12 431 465 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

11 389 531 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

45 596 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 6 800 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 954 778 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

27 061 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

7 699 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 1 604 429 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 910 695 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au C.H.U. DE NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 janvier 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
 et par délégation,
 La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
 Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/11 du 23 janvier 2008 fixant les recettes d'activité du mois de novembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 805 864 € soit :

1) 1 360 781 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 257 706 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

102 328 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

747 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 424 395 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 20 688 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au C.R.L.C.C. A. VAUTRIN-VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 janvier 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
 et par délégation,
 La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
 Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/12 du 23 janvier 2008 fixant les recettes d'activité du mois de novembre 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maison Hospitalière de Baccarat - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 41 022 € soit :

41 022 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

41 022 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 janvier 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
 et par délégation,
 La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
 Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/13 du 23 janvier 2008 fixant les recettes d'activité du mois de novembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 350 176 € soit :

1) 1 197 258 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 118 393 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

6 589 € au titre des forfaits "de petit matériel" (FFM) ;

72 276 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 0 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 152 918 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 janvier 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/14 du 24 janvier 2008 fixant les recettes d'activité du mois de novembre 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maison Hospitalière Saint-Charles - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 100 666 € soit : 100 666 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

100 114 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

552 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière ST CHARLES à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 janvier 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/16 du 22 février 2008 fixant les recettes d'activité du mois de décembre 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maternité Régionale - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 449 768 € soit :

1) 1 448 076 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 353 153 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

165 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

4 436 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

90 322 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 292 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 1 400 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 février 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/17 du 22 février 2008 fixant les recettes d'activité du mois de décembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Toul - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 849 516 € soit : 1) 844 723 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

768 550 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

11 975 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

695 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

62 967 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

536 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 10 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 4 783 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 février 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/18 du 22 février 2008 fixant les recettes d'activité du mois de décembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Lunéville - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 856 084 € soit :

1) 811 753 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

741 468 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

13 581 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 127 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

54 448 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

129 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 18 134 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 26 197 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 février 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/19 du 22 février 2008 fixant les recettes d'activité du mois de décembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Pont à Mousson - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 526 328 € soit :

1) 522 370 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

472 331 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

7 945 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

582 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

41 329 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

183 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 0 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 3 958 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 février 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/20 du 22 février 2008 fixant les recettes d'activité du mois de décembre 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maison Hospitalière Saint-Charles - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 77 805 € soit :

77 805 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

77 462 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

343 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement MH ST CHARLES NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 22 février 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/21 du 22 février 2008 fixant les recettes d'activité du mois de décembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Jacques PARISOT - Bainville - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 29 215 € soit : 29 215 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

29 215 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement J. PARISOT BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 22 février 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/22 du 22 février 2008 fixant les recettes d'activité du mois de décembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier de Briey - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 602 036 € soit :

1) 1 450 861 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 316 188 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

19 006 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 616 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

111 907 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 144 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 136 863 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 14 312 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement CH BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 22 février 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/23 du 22 février 2008 fixant les recettes d'activité du mois de décembre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 769 029 € soit :

1) 1 715 530 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 633 701 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

10 419 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

1 528 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

69 774 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

108 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 45 045 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 8 454 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement AH BASSIN LONGWY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 février 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/24 du 22 février 2008 fixant les recettes d'activité du mois de décembre 2007 à verser par l'assurance maladie à l'Association Hospitalière de Joef - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 197 800 € soit : 197 800 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

122 763 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

75 037 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 22 février 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/25 du 22 février 2008 fixant les recettes d'activité du mois de décembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 17 888 450 € soit :

1) 15 608 740 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

14 341 037 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

49 967 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

6 517 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

1 171 723 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

29 415 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

10 081 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 1 707 682 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 572 028 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.H.U. DE NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 22 février 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/26 du 22 février 2008 fixant les recettes d'activité du mois de décembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 920 299 € soit :

1) 1 496 179 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 400 393 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

94 108 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 678 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 401 447 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 22 673 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.R.L.C.C. A. VAUTRIN-VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 22 février 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/27 du 22 février 2008 fixant les recettes d'activité du mois de décembre 2007 à verser par l'assurance maladie à la Maison Hospitalière de Baccarat - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 41 114 € soit :

1) 39 791 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

39 791 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

2) 1 323 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 février 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/28 du 22 février 2008 fixant les recettes d'activité du mois de décembre 2007 à verser par l'assurance maladie au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 434 090 € soit :

1) 1 210 360 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 138 856 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

4 071 € au titre des forfaits "de petit matériel" (FFM) ;

67 404 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

29 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 51 746 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 171 984 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 février 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/31 du 26 mars 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 695 108 € soit :

1) 2 693 372 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 469 069 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

357 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

10 703 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

213 243 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 1 036 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 700 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 mars 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/32 du 26 mars 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 358 815 € soit :

1) 1 314 883 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 167 088 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

21 363 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

957 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

124 225 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 250 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 8 034 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 35 898 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 mars 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/33 du 26 mars 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 179 158 € soit :

1) 1 152 434 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 146 411 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

6 023 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

2) 26 724 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 mars 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/34 du 26 mars 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont à Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 701 222 € soit :

1) 698 584 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

643 922 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

17 089 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

1 146 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

36 427 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 0 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 2 638 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 26 mars 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/35 du 26 mars 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 193 628 € soit : 193 628 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

192 628 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

1 000 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement MH ST CHARLES NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 mars 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/36 du 26 mars 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT - Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 73 391 € soit : 73 391 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

73 391 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement J. PARISOT BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 mars 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/37 du 26 mars 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 616 525 € soit :

1) 2 487 605 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 167 350 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

38 174 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

4 916 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

274 638 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2 527 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 110 828 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 18 092 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement CH BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 mars 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/38 du 26 mars 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 099 110 € soit :

1) 3 064 112 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 837 107 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

30 468 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

4 150 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

191 955 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

432 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 25 725 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 9 273 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement AH BASSIN LONGWY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 mars 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/39 du 26 mars 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 319 756 € soit :

1) 318 258 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

252 004 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

66 254 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

2) 1 498 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 mars 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/40 du 26 mars 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 24 231 910 € soit :

1) 21 996 463 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

20 289 615 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

103 126 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

13 844 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

1 552 625 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

23 841 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

13 412 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 1 567 341 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 668 106 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.H.U. DE NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 26 mars 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/41 du 26 mars 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 601 290 € soit :

- 1) 2 134 705 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
- 2 134 705 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
- 2) 431 467 € au titre des spécialités pharmaceutiques,
- 3) 35 118 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.R.L.C.C. A. VAUTRIN-VANDEOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 mars 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/42 du 26 mars 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 34 680 € soit :

- 34 680 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 mars 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/43 du 26 mars 2008 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de janvier 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 879 797 € soit :

- 1) 1 746 823 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 638 629 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

10 471 € au titre des forfaits "de petit matériel" (FFM) ;

97 723 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 0 € au titre des spécialités pharmaceutiques,

3) 132 974 € au titre des produits et prestations

Art. 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 mars 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/46 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maternité Régionale est fixé pour l'année 2008, aux articles 2 à 4 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 10 037 268 €

Art. 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

470 553 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 6 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur Général de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/47 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de TOUL est fixé pour l'année 2008, aux articles 2 à 4 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 984 007 €

Art. 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 129 327 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 6 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/48 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière de Baccarat pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison Hospitalière de Baccarat est fixé pour l'année 2008, aux articles 2 à 4 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14

du code de la sécurité sociale est fixé à 37 868€

Art. 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 6 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/49 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de LUNEVILLE est fixé pour l'année 2008, aux articles 2 à 4 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 231 690 €

Art. 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 129 327 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 6 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/50 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pont à Mousson pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON est fixé pour l'année 2008, aux articles 2 à 4 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 110 494 €

Art. 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 571 168 €

Art. 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

799 940 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX),

dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 6 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/51 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière Saint-Charles pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison Hospitalière SAINT-CHARLES est fixé pour l'année 2008, aux articles 2 à 4 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 596 568 €

Art. 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 194 945 €

Art. 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 6 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/52 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de BRIEY est fixé pour l'année 2008, aux articles 2 à 4 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 7 934 185 €

Art. 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 463 402 €

Art. 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 465 398 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 6 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/53 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 866 - N° FINESS Etablissement : 540 001 096

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Hospitalière du Bassin de LONGWY est fixé pour l'année 2008, aux articles 2 à 4 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 5 617 288 €

Art. 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 585 486 €

Art. 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 294 020 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

28 421 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 6 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/54 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de Joëuf pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Hospitalière de JOEUF est fixé pour l'année 2008, aux articles 2 à 4 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 585 897 €

Art. 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 339 831 €

Art. 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 6 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/55 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis Vautrin à Vandoeuvre pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Alexis Vautrin à Vandoeuvre est fixé pour l'année 2008, aux articles 2 à 4 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 13 947 066 €

Art. 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 6 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/56 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy est fixé pour l'année 2008, aux articles 2 à 4 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 11 663 788 €

Art. 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 88 103 419 €

Art. 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

3 693 308 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

656 430 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

1 235 617 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 6 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur Général de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/57 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) est fixé pour l'année 2008, aux articles 2 à 4 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Art. 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 237 252 €

Art. 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Art. 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 6 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur Général de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/58 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 056 - N° FINESS Etablissement : 540 014 073

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Psychothérapique de Nancy est fixé pour l'année 2008, à l'article 2 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 72 389 566 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/59 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS Etablissement : 540 000 312

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port est fixé pour l'année 2008, à l'article 2 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 11 756 115 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/60 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au CMS de Faulx pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 262 - N° FINESS Etablissement : 540 000 544

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du CMS de Faulx est fixé pour l'année 2008, à l'article 2 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 874 330 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/61 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison de Repos et de Convalescence de Flavigny pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 585

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison de Repos et de Convalescence de Flavigny est fixé pour l'année 2008, à l'article 2 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 4 545 497 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/62 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques PARISOT de Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Jacques PARISOT de Bainville sur Madon est fixé pour l'année 2008, à l'article 2 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 15 190 439 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/63 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Sanitaire « Les Rives du Château » à Blâmont pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 750 721 334 - N° FINESS Etablissement : 540 000 726

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Sanitaire « Les Rives du Château » à Blâmont est fixé pour l'année 2008, à l'article 2 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 697 443 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/64 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière Saint-Eloi de Neuves-Maisons pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 437 - N° FINESS Etablissement : 540 000 858

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Hospitalière SAINT-ELOI de Neuves-Maisons est fixé pour l'année 2008, à l'article 2 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 953 055 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/65 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au COCEE de Flavigny pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 973

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie du COCEE de Flavigny est fixé pour l'année 2008, à l'article 2 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 6 875 046 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/66 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 399 - N° FINESS Etablissement : 540 000 270

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY est fixé pour l'année 2008, à l'article 2 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 540 492 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale

(Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/67 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut Régional de Réadaptation pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 726 - N° FINESS Etablissement : 540 009 701

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Institut Régional de Réadaptation est fixé pour l'année 2008, à l'article 2 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 37 490 653 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/68 du 10 avril 2008 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal 3 H SANTE pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 007 - N° FINESS Etablissement : 540 000 148

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H SANTE est fixé pour l'année 2008, à l'article 2 du présent arrêté ;

Art. 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 779 616 €

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/69 du 10 avril 2008 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy (AHBL) pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 4488

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2008 comme suit :
U.S.L.D. (D.A.F.)3 346 097 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy (AHBL) sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.
Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/70 du 10 avril 2008 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 6459

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2008 comme suit :
U.S.L.D. (D.A.F.) 3 230 468 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/71 du 10 avril 2008 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H SANTE pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 6665

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2008 comme suit :
U.S.L.D. (D.A.F.) 1 139 204 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H SANTE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/72 du 10 avril 2008 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 6780

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2008 comme suit :
U.S.L.D. (D.A.F.) 850 685 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de LUNEVILLE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/73 du 10 avril 2008 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 8364

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2008 comme suit :
U.S.L.D. (D.A.F.) 1 622 297 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/74 du 10 avril 2008 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 8737

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2008 comme suit :
U.S.L.D. (D.A.F.) 1 734 501 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice du Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/75 du 10 avril 2008 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 9503

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2008 comme suit :
U.S.L.D. (D.A.F.) 579 159 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice du Centre Hospitalier de BRIEY sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/76 du 10 avril 2008 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 9578

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Art. 1^{er} : La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2008 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)1 795 296 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/77 du 10 avril 2008 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée du Centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 54 000 9586

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Art. 1^{er} : La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2008 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)1 561 903 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Jacques Parisot à Bainville sur Madon sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/78 du 10 avril 2008 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey-Lay Saint Christophe pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 54 001 0782

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Art. 1^{er} : La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2008 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)736 872 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey-Lay-Saint-Christophe sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/79 du 10 avril 2008 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de la Maison Hospitalière de Baccarat pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 54 001 2747

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Art. 1^{er} : La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2008 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.) 1 192 486 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la Maison Hospitalière de BACCARAT sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 08/80 du 10 avril 2008 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de Soins de Longue Durée de l'Association Hospitalière de Joëuf pour l'exercice 2008 - N° FINESS Entité juridique : 54 001 3158

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Art. 1^{er} : La dotation annuelle de financement représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2008 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)151 664 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-7 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'Association Hospitalière de JOEUF sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 10 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté n° 2 du 14 avril 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Alexis Vautrin est fixée comme suit :

- 1 Le représentant de l'Etat dans le département
Monsieur Hugues PARANT, Préfet de Meurthe-et-Moselle.
- 2 Le Directeur de l'Unité de Formation ou de Recherche de Médecine
Monsieur le Professeur Henry COUDANE, Doyen de la Faculté de Médecine (fin de mandat en mars 2013).
- 3 Le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire
en attente de nomination.
- 4 Une personnalité scientifique désignée par l'Institut National du Cancer
Madame Christiane BRANLANT, Directeur de recherche au CNRS (fin de mandat en mai 2010).
- 5 Un représentant du Conseil Economique et Social Régional
Monsieur Patrice SANGNIER, Vice-Président du Conseil Economique et Social de Lorraine (fin de mandat en février 2009).
- 6 Quatre représentants des personnels
Monsieur le Docteur VERHAEGHE, représentant la Commission Médicale d'Etablissement (fin de mandat en juin 2009),
Monsieur le Professeur CONROY, représentant la Commission Médicale d'Etablissement (fin de mandat en juin 2009)
Madame Dominique VOLFF, Cadre, représentante du Comité d'Entreprise (fin de mandat en mai 2008),
Madame Magda MARI, représentante du Comité d'Entreprise (fin de mandat en mai 2008).
- 7 Quatre personnes qualifiées dont un médecin
Monsieur André ROSSINOT, Président de la Communauté Régionale de Lorraine (fin du mandat en mai 2010),
Monsieur Bernard MERTZ, Conseiller Régional de Lorraine (fin du mandat en mai 2010),
Madame Dominique OLIVIER, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mai 2011),
un médecin en attente de nomination.
- 8 Deux représentants des usagers
Monsieur André HUMBERT, représentant la Ligue Nationale contre le Cancer (fin du mandat en mai 2010),

Monsieur le Docteur Roger SAFFROY, représentant la Ligue Nationale contre le Cancer (fin du mandat en mai 2010).

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 1 du 31 mai 2007.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur Général du Centre Alexis Vautrin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 14 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 20 du 23 avril 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Lunéville

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de LUNEVILLE est fixée comme suit :

- 1 Le Maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration
Monsieur Jacques LAMBLIN, Maire de la Ville de LUNEVILLE (fin du mandat en mars 2014).
- 2 Trois représentants du Conseil Municipal
Monsieur Laurent de GOUVION SAINT CYR, Conseiller Municipal de la Ville de LUNEVILLE (fin du mandat en mars 2014),
Madame Annie GUILLEMOT, Conseillère Municipale de la Ville de LUNEVILLE (fin du mandat en mars 2014),
Madame Anne LASSUS, Conseillère Municipale de la Ville de LUNEVILLE (fin du mandat en mars 2014).
- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée
Madame Nathalie BLOT, Conseillère Municipale de la Ville de BACCARAT (fin du mandat en mars 2014),
Madame Gaëlle BARBIER, Conseillère Municipale de la Ville de Blainville sur l'Eau (fin du mandat en mars 2014).
- 4 Un représentant du Conseil Général
Monsieur Philippe FLEURENTIN, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011).
- 5 Un représentant du Conseil Régional
Madame Laurence DEMONET, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).
- 6 Le Président de la CME et le Vice-Président de la CME (facultatif)
Monsieur le Docteur Henri PIERSON, Président de la Commission Médicale d'Etablissement (fin du mandat en mai 2010),
Monsieur le Docteur Pierre-Jean COURBEY, Vice-Président, Chirurgien Chef de Service (fin du mandat en mai 2010).
- 7 Deux autres membres de la CME
Monsieur le Docteur David ROSA, Médecin Urgentiste (fin du mandat en mai 2010),
Monsieur David PINEY, Pharmacien (fin du mandat en mai 2010).
- 8 Un membre de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-techniques
Madame Evelynne GRANDJEAN, Cadre de Santé en chirurgie (fin du mandat en octobre 2010).
- 9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Madame Sandra NAVARRO-EICHERT, représentante UNSA (fin du mandat le 31 décembre 2010),
Madame Catherine PARISSET, Secrétaire Médicale, représentante FO (fin du mandat le 31 décembre 2010),
Monsieur Sylvain THOMAS, représentant FO (fin du mandat le 31 décembre 2010).
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Monsieur Fernand GOUTTE, Colonel en retraite, représentant FO (fin du mandat en juin 2010),
Monsieur le Docteur Georges GRANGE, Médecin Généraliste (fin du mandat en décembre 2009),
Madame Nelly MONTCOURTOIS, Infirmière Libérale, représentant le syndicat des Infirmiers Libéraux (fin du mandat en décembre 2009).
- 11 Trois représentants des usagers
Monsieur Michel LAURENT, représentant l'UFAL (fin du mandat en octobre 2012),
Monsieur André CHATELAIN, représentant l'UDAF 54 (fin du mandat en juin 2012),
Monsieur William LAUREAU, représentant l'Association "Le Lien" (fin du mandat en octobre 2012).
- 12 Un représentant des familles des personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée
Madame Véronique MERVELAY (fin du mandat en octobre 2011).

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 19 du 11 Mars 2008.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de LUNEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des

membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 23 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 21 du 22 avril 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON est fixée comme suit :

- 1 Le Maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration
Monsieur Henry LEMOINE, Maire de la ville de PONT A MOUSSON (fin de mandat en mars 2014).
- 2 Trois représentants du Conseil Municipal
Monsieur Jean-François MOUTET, Adjoint au Maire de la ville de PONT A MOUSSON (fin de mandat en mars 2014),
Monsieur Jean-Charles FAGNONI, Conseiller Municipal de la ville de PONT A MOUSSON (fin de mandat en mars 2014),
Madame Eliane GAUDIOT, Conseillère Municipale de la ville de PONT A MOUSSON (fin de mandat en mars 2014).
- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée
Madame Josette ANDRE, Conseillère Municipale de la ville de MAIDIÈRES (fin de mandat en mars 2014),
Madame Guy SOUHAIL, Maire de la ville de BLENOD LES PONT A MOUSSON (fin de mandat en mars 2014).
- 4 Un représentant du Conseil Général
Monsieur Noël GUERARD, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin de mandat en mars 2011).
- 5 Un représentant du Conseil Régional
Monsieur Philippe LECLERCQ, Conseiller Régional de Lorraine (fin de mandat en mars 2010).
- 6 Le Président de la CME et le Vice-Président de la CME (facultatif)
Madame le Docteur Noëlle CHERY, Présidente, Praticien Hospitalier (fin de mandat en avril 2011),
Monsieur le Docteur Eric VINCKEL, Vice-Président, Praticien Hospitalier (fin de mandat en avril 2011).
- 7 Deux autres membres de la CME
Madame le Docteur Samira BOUNAAS, Praticien Hospitalier (fin de mandat en avril 2011),
Madame le Docteur Delphine JACINTHO, Praticien Hospitalier (fin de mandat en avril 2011).
- 8 Un membre de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-techniques
Madame Patricia STOSSE, Cadre de Santé (fin de mandat en décembre 2010).
- 9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Madame Françoise DENIS, Sage-femme, représentante CFDT (fin de mandat au 31 décembre 2010),
Madame Joëlle SCHOOR, Infirmière, représentante CFDT (fin de mandat au 31 décembre 2010),
Madame Emmanuèle SIFFERT, Secrétaire Médicale, représentante CFDT (fin de mandat au 31 décembre 2010).
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Monsieur Gilbert MARCHAL, Personne qualifiée (fin de mandat en avril 2011),
Madame le Docteur Isabelle COURTROT, Ophtalmologiste (fin de mandat en janvier 2010),
Madame Sylviane LATHUILLIERE, Infirmière Libérale (fin de mandat en avril 2011).
- 11 Trois représentants des usagers
Monsieur Pierre VIDAL, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) (fin de mandat en juillet 2012),
Madame Monique CANIN, représentante de l'Association "Familles Rurales" de Loisy (fin de mandat en avril 2013),
Madame Marie-Louise MICHEL, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) (fin de mandat en décembre 2012).

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 20 du 21 Février 2008.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 25 du 28 avril 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU est fixée comme suit :

- 1 Le Président du Conseil Général - Président de droit du Conseil d'administration
Monsieur Yves WILLER, Maire de MONT-SUR-MEURTHE, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
- 2 Cinq représentants du Conseil Général
Madame Dominique OLIVIER, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
Madame Michèle PILOT, Maire de FOUG, Vice-Présidente du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),
Monsieur André BARBIER, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
Monsieur Pierre BAUMANN, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),
Monsieur Serge DE CARLI, Maire de MONT SAINT MARTIN, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
- 3 Un représentant de la commune siège désigné par le Conseil Municipal
Monsieur Jean-Pierre REICHART, représentant la Ville de LAXOU, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
- 4 Un représentant du Conseil Régional
Madame Claudine BARTHELEMY, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).
- 5 Le Président de la CME
Monsieur le Docteur Jean-Pascal PAREJA, Président, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011).
- 6 Trois autres membres de la CME
Madame le Docteur Martine ATTIA, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011),
Monsieur le Docteur Bernard KABUTH, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011),
Monsieur le Docteur Bernard NORROY, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011).
- 7 Un membre de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-techniques
Monsieur Pascal BACROIX, Cadre de Santé (fin du mandat en octobre 2010).
- 8 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Monsieur Luc FERRETTI, représentant le syndicat CGT (fin du mandat le 31 décembre 2010),
Monsieur Michel COLLIN, Cadre de Santé, représentant le syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2010),
Monsieur Claude ROMBACH, Infirmier, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2010).
- 9 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Monsieur Henri BRUGIERE, Vice-Président de l'Association "La Soupe pour les Sans Abri" (fin du mandat en novembre 2010),
Monsieur Jean-Paul SCHLITTER, Médecin non hospitalier (fin du mandat en octobre 2010),
Madame Sidonie BAUDOT, Infirmière Libérale (fin du mandat en avril 2010).
- 10 Trois représentants des usagers
Monsieur André LOUP, représentant l'UNAFAM (Union Nationale des Amis et Familles de Malades Mentaux) (fin du mandat en mai 2012),
Monsieur Pascal HOULNE, Directeur Général de l'ARS (Accueil et Réinsertion Sociale) (fin du mandat en janvier 2013),
Monsieur Michel VIRION, Retraité, représentant l'AFTOC (Association Française des Personnes souffrant de Troubles Obsessionnels Compulsifs) (fin du mandat en décembre 2011).

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 24 du 11 Mars 2008.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 28 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 26 du 22 avril 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT est fixée comme suit :

- 1 Le Maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration
Monsieur Luc BINSINGER, Maire de SAINT NICOLAS DE PORT (fin du mandat en mars 2014).
- 2 Trois représentants du Conseil Municipal
Madame Josette LECOMTE, Adjointe au Maire de SAINT NICOLAS DE PORT (fin du mandat en mars 2014),
Monsieur Patrick LAUGEL, Conseiller Municipal de SAINT NICOLAS DE PORT (fin du mandat en mars 2014),
Monsieur Marc VIEVILLE, Conseiller Municipal de SAINT NICOLAS DE PORT (fin du mandat en mars 2014).
- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée
Monsieur Gérard SPEISSMANN, Conseiller Municipal de JARVILLE LA MALGRANGE (fin du mandat en mars 2014),
Madame Anne-Marie SPUCK, représentant la commune de DOMBASLE SUR MEURTHE (fin du mandat en mars 2014).
- 4 Un représentant du Conseil Général
Monsieur Jean-Claude PISSENM, Conseiller Général (fin du mandat en mars 2011).
- 5 Un représentant du Conseil Régional
Madame Solange DUCAMIN, Conseillère Régionale (fin du mandat en mars 2010).
- 6 Le Président de la CME
Monsieur le Docteur Pierre WOURMS, Pharmacien (fin du mandat en juin 2011).
- 7 Trois autres membres de la CME
Madame le Docteur Laurence COCHART, Praticien Hospitalier, Chef de Service (fin du mandat en juin 2011),
Monsieur le Docteur Rémy CURE, Praticien Hospitalier (fin du mandat en juin 2011),
Madame le Docteur Odile STREIFF-GILLES, Praticien Hospitalier (fin du mandat en juin 2011).
- 8 Un membre de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-techniques
Madame Béatrice CHAMBRE, Cadre Supérieur de Santé (fin du mandat en décembre 2010).
- 9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Madame Henriette SALTEL-ISELLA, Infirmière, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2010),
Madame Nadine BEYDON, Adjoint Administratif, représentant le syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2010),
Monsieur Didier LAVOT, Cadre de santé, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2010).
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Monsieur Jean DEMETTRE, personne qualifiée (fin du mandat en mars 2010),
Monsieur le Docteur Christophe LAINE, Médecin Généraliste (fin du mandat en septembre 2010),
Représentant non hospitalier des professions paramédicales en attente de désignation.
- 11 Trois représentants des usagers
Madame Nicole DOLLER, représentant l'Association ESPOIR 54 (fin du mandat en janvier 2013),
Madame Véronique ALASSEUR, représentant l'UNAFAM de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en janvier 2013),
Représentant d'un usager en attente de désignation.
- 12 Un représentant des familles des personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée
Représentant des familles en attente de désignation.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 25 du 11 mars 2008.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 22 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 26 du 28 avril 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est fixée comme suit :

- 1 Le Maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration
Monsieur André ROSSINOT, Président, Maire de la Ville de NANCY (fin du mandat en mars 2014).

- 2 Quatre représentants désignés par le Conseil Municipal
Monsieur Jean-Marie SCHLERET, Conseiller Municipal de la Ville de NANCY (fin du mandat en mars 2014),
Madame Valérie LEVY-JURIN, Conseillère Municipale de la Ville de NANCY (fin du mandat en mars 2014),
Madame Dominique HERMAN, Conseillère Municipale de la Ville de NANCY (fin du mandat en mars 2014),
Madame Elisabeth LAITHIER, Conseillère Municipale de la Ville de NANCY (fin du mandat en mars 2014).
- 3 Trois représentants d'autres communes de la région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée
Madame Lydie LE PIOUFF, Conseillère Municipale de la Ville de TOUL (fin du mandat en mars 2014),
Monsieur Gilbert ANTOINE, Conseiller Municipal de la Ville de LAXOU (fin du mandat en mars 2014),
En attente de désignation d'un représentant de la Ville de VANDOEUVRE LES NANCY.
- 4 Deux représentants du Conseil Général désignés par le Conseil Général
Madame Nicole CREUSOT, Vice Présidente du Conseil Général (fin du mandat en mars 2011),
Monsieur Mathieu KLEIN, Vice Président du Conseil Général (fin du mandat en mars 2011).
- 5 Deux représentants du Conseil Régional désignés par le Conseil Régional
Monsieur René MANGIN, Conseiller Régional de Lorraine (fin du mandat en mars 2010),
Monsieur Patrick HATZIG, Conseiller Régional de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).
- 6 Le Président de la CME
Monsieur le Professeur Jean-Luc SCHMUTZ, Président, Chef du Service de Dermatologie-Hôpitaux Maringer/Villemin-Fournier (fin du mandat en mars 2011).
- 7 Cinq autres membres de la CME
Monsieur le Docteur Jean-Luc ANDRE, Service de Médecine Infantile à l'Hôpital d'Enfants (fin du mandat en mars 2011),
Madame Isabelle MAY, Responsable du Pôle Pharmacie-Hôpital d'Enfants (fin du mandat en mars 2011),
Monsieur le Professeur Michel SCHMITT, Responsable du Pôle Enfant-Hôpital d'Enfants (fin du mandat en mars 2011),
Monsieur le Docteur Pierre THOUVENOT, Service de Médecine Nucléaire-Hôpital Central (fin du mandat en mars 2011),
Madame le Docteur Pierrette WITKOWSKI, Service de Psychologie Médicale-Hôpital Jeanne d'Arc (fin du mandat en mars 2011).
- 8 Un membre de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-techniques
Madame Annie CHERY, Cadre Supérieur de Santé (fin du mandat en octobre 2010).
- 9 Cinq représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Monsieur Jean-Marc VUILLAUME, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2010),
Monsieur Stéphane MAIRE, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2010),
Monsieur Alex GORGE, représentant le Syndicat CFDT fin du mandat le 31 décembre 2010),
Monsieur Jean-Marie CROVISIER, représentant le Syndicat CGT (fin du mandat le 31 décembre 2010),
Monsieur Michel MEYER, représentant le Syndicat UNSA (fin du mandat le 31 décembre 2010).
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Monsieur le Docteur Yves KESSLER, Médecin non hospitalier (fin du mandat en mars 2010),
Monsieur Hubert PIERRE, Infirmier Libéral (fin du mandat en mai 2009),
Personne qualifiée en attente de désignation.
- 11 Le directeur de l'UFR médicale et/ou le Président du Comité de Coordination de l'Enseignement Médical
Monsieur le Professeur Henry COUDANE, Doyen de la Faculté de Médecine de Nancy (fin du mandat en juin 2013).
- 12 Trois représentants des usagers
Madame Nathalie TRABUCCO, représentant l'Association des Paralysés de France (fin du mandat en juillet 2012),
Monsieur Jean-Paul LACRESSE, représentant l'UDAF de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en juin 2012),
Madame le Docteur Huguette BOISSONNAT-PELSY, représentant l'Association "Mouvement ATD Quart-Monde" (fin du mandat avril 2013).
- 13 Un représentant des familles des personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée
Représentant des familles en attente de désignation.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 25 du 29 Février 2008.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 avril 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Service affaires financières

Extrait de l'arrêté ARH n° 54/2008 du 4 avril 2008 portant fixation pour l'exercice 2008 de la dotation annuelle de fonctionnement du service d'accueil et de traitement des urgences de la Polyclinique de Gentilly à Nancy - N° FINESS : 540000486

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant de la dotation de financement du service d'accueil des urgences (prestation FAU) est fixé à 512 182 €.

Art. 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} mars 2008 au 28 février 2009. Ainsi, compte tenu d'une date d'effet au 1^{er} mars 2008, le montant du versement mensuel s'établit de la façon suivante :

Nombre de mois restant à couvrir de Mars 2008 à février 2009	Montant mensuel de la dotation à verser
12	42 682 €

Art. 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy dans un délai de un mois à compter de sa notification.

Art. 4 : La Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 4 avril 2008

Le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté ARH n° 55/2008 du 4 avril 2008 portant fixation pour l'exercice 2008 du montant annuel pour l'activité de prélèvement d'organes ou de tissus de la Polyclinique Louis Pasteur à Essey lès Nancy - N° FINESS : 540000478

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant du forfait annuel pour l'activité de prélèvements d'organes ou de tissus (prestation CPO) est fixé à 23 000 €.

Art. 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} mars 2008 au 28 février 2009.

Ainsi, compte tenu d'une date d'effet au 1^{er} mars 2008, le montant du versement mensuel s'établit de la façon suivante :

Nombre de mois restant à couvrir de mars 2008 à février 2009	Montant mensuel de la dotation à verser
12	1917 €

Art. 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy dans un délai de un mois à compter de sa notification.

Art. 4 : La Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 4 avril 2008

Le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté ARH n° 56/2008 du 4 avril 2008 relatif au classement du Service de Soins de suite de la Maison de Repos "Les Elieux" à Seichamps

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le service de soins de suite (convalescence) de la Maison de Repos et de Convalescence "Les Elieux" à Seichamps est classé en catégorie A.

Art. 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision au demandeur.

Art. 3 : Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 4 avril 2008

Le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté ARH n° 57/2008 du 4 avril 2008 fixant les règles générales de modulation et les critères d'évolution des tarifs des prestations des activités de soins de suite ou de réadaptation et de psychiatrie des établissements de santé mentionnés au d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le taux d'évolution moyen des tarifs des prestations de soins de suite ou de réadaptation et de psychiatrie sont fixés comme suit en Lorraine :

Soins de suite	Réadaptation	Psychiatrie
1%	1%	1,71%

Pour chaque activité médicale, le taux d'évolution des tarifs des prestations alloués à chaque établissement ne peut être inférieur à 0% ni supérieur à 150%.

Art. 2 :

SOINS DE SUITE

L'augmentation du prix de journée (PJ) est de 1,21% pour les quatre établissements dont la Recette Globale Journalière (PJ+PHJ+SSM) 2007 est inférieure à 100 €.

Pour les autres établissements, l'augmentation du prix de journée (PJ) de 1%.

Pour tous les établissements, le forfait pharmacie (PHJ) progresse de 1%.

READAPTATION FONCTIONNELLE

L'augmentation du forfait de séance des 2 établissements lorrains est fixée à 1,04%.

PSYCHIATRIE

Le prix de journée du seul établissement lorrain augmente de 1,76%.

Art. 3 : Le présent arrêté sera publié au bulletin des actes administratifs des départements de Meurthe-et-Moselle, Moselle, Meuse et Vosges.

Nancy, le 4 avril 2008

Le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté ARH n° 58/2008 du 4 avril 2008 fixant les règles générales de convergence du coefficient de transition entre les établissements de la région

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Considérant que les critères de modulation fixés au niveau national consistent à appliquer :

A l'ensemble des régions : une réduction uniforme à hauteur de 25% de l'écart à 1 de leur coefficient de transition moyen régional ;

Art. 2 : Règles générales de convergence des coefficients de transition des établissements de la région

- Appliquer aux établissements, dont le coefficient est inférieur à 0,985, un taux de convergence de 52%.

- Appliquer aux établissements, dont le coefficient est supérieur à 0,985 et inférieur à 0,990, un taux de convergence de 48%.

- Appliquer aux établissements, dont le coefficient est supérieur à 0,990 et inférieur à 0,995, un taux de convergence de 35%.

- Appliquer aux établissements, dont le coefficient est supérieur à 1,000 et inférieur à 1,034, un taux de convergence de 30,48%.

- Appliquer aux établissements, dont le coefficient est supérieur à 1,034, un taux de convergence de 35%.

Art. 3 : Ces dispositions sont applicables à compter du 1^{er} mars 2008.

Art. 4 : Le présent arrêté sera publié au bulletin des actes administratifs de la préfecture du département dans lequel l'Agence a son siège et au bulletin des actes administratifs de la Préfecture de chacun des départements dans lesquels il s'applique.

Nancy, le 4 avril 2008

Le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté ARH n° 59/2008 du 4 avril 2008 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2008 - Clinique "l'Arc en Ciel" à Epinal - N° FINESS : 880780135

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Clinique l'Arc en Ciel à Epinal à 52 775 €.

Elle comprend :

- 40 000 € au titre du Plan Périnatalité pour l'entretien prénatal du 4^{ème} mois (1 ETP de sage-femme)

- 12 775 € au titre de travaux de mises aux normes

Art. 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2008. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 1^{er} janvier 2008, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir de janvier 2008 à décembre 2008	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
12 mois	4 398 euros

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Vosges est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 4 avril 2008

Le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté ARH n° 60/2008 du 4 avril 2008 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2008 - Polyclinique de Gentilly et Saint Don à Nancy - N° FINESS : 54 0 000486

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Polyclinique de Gentilly à Nancy à 220 500 €, à titre reconductible.

Elle comprend, au titre du Plan Cancer :

- 15 700 € au titre du financement de l'organisation de Réunions de Concertation Pluridisciplinaire (0,5 poste de secrétaire) ;

- 42 500 € au titre du renforcement du Dispositif d'Annonce (0,5 ETP de psychologue et 0,5 ETP d'IDE) ;

- 37 000 € au titre du financement de Soins de Support (0,5 ETP de psychologue et 0,5 ETP de Secrétaire) ;

- 56 500 € au titre du financement du site hautement spécialisé (0,5 ETP de psychologue, 0,5 ETP de secrétaire et 0,5 ETP d'IDE)

- 68 800 € pour la mise en œuvre de Lits de Soins Palliatifs ;

Art. 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2008. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 1^{er} janvier 2008, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir de janvier 2008 à décembre 2008	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
12 mois	18 375 euros

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 4 avril 2008

Le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté ARH n° 61/2008 du 4 avril 2008 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2008 - Polyclinique « La Ligne Bleue » à Epinal - N° FINESS : 88 0 788591

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Polyclinique «La Ligne Bleue» à Epinal à 62 600 €, à titre reconductible.

Elle comprend, au titre du Plan Cancer :

- 20 100 € au titre de l'organisation de Soins de Support (0,5 poste d'IDE) ;

- 20 100 € au titre du renforcement du Dispositif d'Annonce (0,5 poste d'IDE) ;

- 22 400 € pour la mise en œuvre de l'accompagnement en Soins Palliatifs (0,5 psychologue) ;

Art. 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 1^{er} janvier 2008, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir de janvier 2008 à décembre 2008	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
12 mois	5 217 euros

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Vosges est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 4 avril 2008

Le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté ARH n° 62/2008 du 4 avril 2008 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2008 - Polyclinique Majorelle à Nancy - N° FINESS : 54 0 013224

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Polyclinique MAJORELLE à Nancy à 81 400 €, à titre reconductible.

Elle comprend :

- 20 100 €, dans le Plan Cancer, au titre du financement du Dispositif d'Annonce (0.5 ETP d'IDE) ;
- 20 100 €, dans le Plan Addictologie, au titre du financement de la mise en place de Consultations Tabacologie (0.5 ETP d'IDE) ;
- 41 200 €, dans le Plan Périnatalité, au titre des entretiens Préparation Naissance (1 ETP sage-femme).

Art. 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 1^{er} janvier 2008, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir de janvier 2008 à décembre 2008	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
12 mois	6 784 euros

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 4 avril 2008

Le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté ARH n° 63/2008 du 4 avril 2008 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2008 - SAS Polyclinique Louis Pasteur à Essey-lès-Nancy - N° FINESS : 54 0 000478

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Polyclinique Louis PASTEUR à Essey-lès-Nancy à 40 200 €, à titre reconductible.

Elle comprend :

- 20 100 € au titre du Plan Cancer (financement du Dispositif d'Annonce : 0.5 poste d'IDE) ;
- 20 100 € au titre du Plan Addictologie (ouverture Consultation Externe : financement de 0.5 poste d'IDE) ;

Art. 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 1^{er} janvier 2008, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir de janvier 2008 à décembre 2008	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
12 mois	3 350 euros

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 4 avril 2008

Le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté ARH n° 64/2008 du 4 avril 2008 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2008 - Hôpital-Clinique Claude Bernard à Metz - N° FINESS : 57 0 00064.6

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 256 179 euros pour l'Hôpital-Clinique Claude Bernard à Metz.

Elle comprend :

- 56 500 € pour le financement du site hautement spécialisée
- 37 000 € au titre du financement des soins de support (plan cancer)
- 39 000 € au titre du financement de la mise en œuvre d'actions de prévention et de sevrage tabagique (plan cancer)

- 40 000 € au titre du financement de l'entretien prénatal du 4^{ème} mois (plan périnatalité)

- 5 984 € au titre de l'aide à l'investissement dans le cadre du plan périnatalité

- 20 100 € pour le financement du renforcement du dispositif d'annonce (plan cancer 2007)

- 41 200 € au titre de la mise en œuvre de l'entretien prénatal individuel, la préparation et le suivi de la naissance (plan addictologie 2007)

- 10 050 € pour le financement d'une consultation tabacologie pour la clinique "Sainte-Marguerite" à Novéant (plan addictologie 2007)

- 6 345 € au titre du financement du recueil d'information médicalisée en psychiatrie (RIM PSY) concernant la clinique "Sainte-Marguerite" à Novéant

A l'exception de la mesure concernant le financement du RIM PSY, toutes les dotations sont reconductibles.

Art. 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008. Ainsi compte tenu de la date d'effet au 1^{er} janvier 2008, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir de janvier 2008 à décembre 2008	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
12 mois	21 348.25 euros

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles

Art. 4 : La Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 4 avril 2008

Le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté ARH n° 65/2008 du 4 avril 2008 portant fixation pour l'exercice 2008 du forfait annuel accueil et traitement des urgences de la Clinique Claude Bernard à Metz - N° FINESS : 57000064-6

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant du forfait annuel accueil et traitement des urgences (prestation FAU) est fixé à 593 082 €

Art. 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} mars 2008 au 28 février 2009. Ainsi, compte tenu d'une date d'effet au 1^{er} mars 2008, le montant du versement mensuel s'établit de la façon suivante :

Nombre de mois restant à couvrir de mars 2008 à février 2009	Montant mensuel de la dotation à verser
12	49 423 €

Art. 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy dans un délai de un mois à compter de sa notification.

Art. 4 : La Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 4 avril 2008

Le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté ARH n° 66/2008 du 4 avril 2008 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2008 - Clinique Saint-Nabor à Saint-Avold - N° FINESS : 57 0 00008.3

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la clinique Saint-Nabor à Saint-Avold à 21 122 €, à titre reconductible.

Elle comprend

- 15 250 € pour la mise en place de l'entretien prénatal du 4^{ème} mois
- 5 872 € au titre de l'aide à l'investissement.

Art. 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2008. Ainsi, compte tenu d'une date d'effet au 1^{er} janvier 2008, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir de janvier 2008 à décembre 2008	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
12 mois	1 760.17 euros

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Art. 4 : La Directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 4 avril 2008

Le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

**Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de
l'environnement**

**Décision du 18 avril 2008 portant habilitation au titre de l'article R.8111-8
du code du travail des agents de la direction régionale de l'industrie, de
la recherche et de l'environnement de Lorraine chargés de l'inspection
du travail dans les mines et carrières**

Conformément aux dispositions de l'article R.8111-8 du code du travail, les agents de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine, dont le nom figure dans la liste ci-dessous, sont habilités à exercer, en ce qui concerne l'exploitation des mines et carrières de Lorraine, ainsi que de leurs dépendances, à l'exception des carrières situées sur le domaine de l'Etat mis à disposition du ministre de la défense, les attributions des inspecteurs du travail :

- Mme Claire MERMET, M. Pascal PELINSKI, M. Jérôme MESSIER, M. Denis TOUSSAINT, M. Gilbert WOLF, M. Patrick D'AMATO, M. Gérard FOLNY, M. Daniel FLEURENTIN, M. Jean-François LECHAUDÉL, M. Jean-François LAIGRE, M. Robert MAZZOLENI et M. Boris VALLAT.

Ces dispositions entreront en application à partir du 1^{er} mai 2008.

Metz, le 18 avril 2008

Le directeur régional de l'industrie,
de la recherche et de l'environnement de Lorraine,
Jérôme GOELLNER

**Direction interdépartementale des routes est
Division d'exploitation de Metz**

**Extrait de l'arrêté 2008-DIR-Est-M-54-022 en date du 17 avril 2008 portant
réglementation de la circulation routière**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VOIE	A 31
Points Repères PR.	PR 245 à 248 dans les deux sens
SECTION	Bretelle Strasbourg/Paris
NATURE DES TRAVAUX	Mise aux normes des glissières
PERIODE GLOBALE	Les nuits du 12-13 et 14 Mai 2008
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation des voies de gauche dans les deux sens. Fermeture de la bretelle Strasbourg/Paris Vitesse limitée à 90Km/h dans la neutralisation des voies de gauche
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : DIR-Est
	MISE EN PLACE PAR : District de Nancy/CEI de Fléville

Considérant que la sécurité routière nécessite temporairement la prescription de mesures particulières pour assurer la sécurité des usagers pendant les travaux de réfections des glissières sur la bretelle Strasbourg/Nancy au droit de la bifurcation A33/A31.

ARRETE

Art. 1^{er} : Les restrictions de circulation visées dans le tableau ci-dessus seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur, visée plus haut.

Les restrictions de circulation seront maintenues les jours dit « hors chantiers », au titre de la circulaire ministérielle annuelle.

Art. 2 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage décrit dans le tableau ci-dessous.

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
1	Les nuits du 12/13 et 14 Mai 2008	245/248	Dépose et pose des glissières de sécurité.	Fermeture de la bretelle Strasbourg/Paris Déviation par : Section courante de A31 jusqu'à l'échangeur N° 22 de Frouard, giratoire Bretelle/RN57/RD570 puis retour sur A31 vers Paris.

Art. 3 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques les travaux prévus à l'article 1 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 2. Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 4 : Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans le délai de 2 mois à partir de la signature. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite du recours gracieux.

Art. 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes de l'Est, Monsieur le Commandant de la « CRS » Autoroutière Lorraine sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée pour information à Monsieur le Général Commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et se secours de Meurthe et Moselle, Monsieur le Médecin Chef du « SAMU », Monsieur le Directeur du

CRICR-Est.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Moulins-lès-Metz, le 17 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

**Extrait de l'arrêté 2008-DIR-Est-M-54-023 en date du 17 avril 2008 portant
réglementation de la circulation routière**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VOIE	A 33
Points Repères PR.	PR 6+00 SENS : Lunéville vers Nancy
SECTION	Echangeur de Brabois
NATURE DES TRAVAUX	Réparation du mur anti-bruit sur la bretelle Lunéville vers CHU
PERIODE GLOBALE	La nuit du 28 avril 2008 de 21h à 5h
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture de la bretelle et mise en place d'une déviation.
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : DIR-Est
	MISE EN PLACE PAR : District de Nancy/CEI de Fléville

Considérant que la sécurité routière nécessite temporairement la prescription de mesures particulières pour assurer la sécurité des usagers pendant les travaux de réparation du mur anti-bruit sur A33 (échangeur de Nancy/Brabois)

ARRETE

Art. 1^{er} : Les restrictions de circulation visées dans le tableau ci-dessus seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur, visée plus haut.

Art. 2 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage décrit dans le tableau ci-dessous.

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
1	La nuit du 28/04/2008	PR 6+00 sens Lunéville vers Nancy	Réparation du mur anti-bruit	A33 vers la sortie 2a (Strasbourg/Neuves-Maisons) puis RD 974, bretelle Nancy/CHU, A33 vers Strasbourg puis bretelle 2b vers Nancy

Art. 3 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques les travaux prévus à l'article 1 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 2.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 4 : Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans le délai de 2 mois à partir de la signature. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite du recours gracieux.

Art. 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes de l'Est, Monsieur le Commandant de Groupement de Gendarmerie de la Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la « CRS » Autoroutière Lorraine sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée pour information à Monsieur le Général Commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et se secours de Meurthe et Moselle, Monsieur le Médecin Chef du « SAMU », Monsieur le Directeur du CRICR-Est et l'entreprise DEMATHIEU et BARD.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Moulins-lès-Metz, le 17 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

**Direction départementale des affaires sanitaires et sociales
Service actions et établissements de santé**

**Extrait de l'arrêté DDASS/AES/366-08 du 15 avril 2008 portant agrément
n° 170 de l'entreprise de transports sanitaires « LEXY AMBULANCES »,
22 rue du Jura - 54720 Lexy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant :

- que le dossier déposé à l'appui de la demande de Monsieur VELSCHER Thomas est conforme à l'article R 6312-13 du code de santé publique ;
- que les locaux répondent aux normes actuellement en vigueur ;
- que les véhicules mis en circulation proviennent d'un parc existant dans le département ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Est agréée pour l'accomplissement des transports sanitaires dans le cadre de l'aide médicale urgente, de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale, l'entreprise de transports sanitaires terrestres ci-après désignée :

- Dénomination sociale «VELSCHER»
- Forme : société à responsabilité limitée à associé unique
- Capital : 15 000,00 €
- Nom commercial : LEXY AMBULANCES
- Siret : 501 638 563 00012
- Siège social : 22 rue du Jura - 54720 LEXY
- Gérant : Monsieur VELSCHER Thomas.

Art. 2 : La liste des membres du personnel composant les équipages des véhicules de transports sanitaires précisant leur qualification est constamment tenue à jour.

Cette liste est adressée annuellement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales qui est avisée sans délai de toute modification de la liste.

Art. 3 : Toute modification de l'entreprise doit être signalée à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Art. 4 : L'entreprise peut, à tout moment, être inspectée ou contrôlée par les services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Ces inspections ou contrôles peuvent avoir lieu inopinément ou sur rendez-vous.

Art. 5 : Toute infraction à la réglementation sur les transports sanitaires terrestres peut faire l'objet de sanctions dans les formes et conditions prévues aux articles L 6313-1 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique.

Art. 6 : L'arrêté préfectoral du 5 juillet 1983 concernant l'agrément n° 68 de l'entreprise « SARL LEXY AMBULANCES » est abrogé.

Art. 7 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur VELSCHER Thomas et publié au recueil des actes administratifs du département. Il peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication

Art. 8 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

Nancy, le 15 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/367-08 du 15 avril 2008 portant agrément n° 169 de l'entreprise de transports sanitaires « AMBULANCES LACATENA », 4 rue du Réservoir - 54590 Hussigny Godbrange

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant :

- que le dossier déposé à l'appui de la demande de Monsieur LACATENA Fabrice est conforme à l'article R 6312-13 du code de santé publique ;
- que les locaux répondent aux normes actuellement en vigueur ;
- que les véhicules mis en circulation proviennent d'un parc existant dans le département ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Est agréée pour l'accomplissement des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente, de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale, l'entreprise de transports sanitaires terrestres ci-après désignée :

- Dénomination sociale « Ambulances LACATENA »
- Forme : société à responsabilité limitée
- Capital : 3 000,00 €
- Siret : 500 510 987 00018
- Siège social : 4 rue du Réservoir - 54590 HUSSIGNY GODBRANGE exploitée par Monsieur LACATENA Fabrice, gérant de la société.

Art. 2 : La liste des membres du personnel composant les équipages des véhicules de transports sanitaires précisant leur qualification est constamment tenue à jour.

Cette liste est adressée annuellement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales qui est avisée sans délai de toute modification de la liste.

Art. 3 : Toute modification de l'entreprise doit être signalée à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Art. 4 : L'entreprise peut, à tout moment, être inspectée ou contrôlée par les services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Ces inspections ou contrôles peuvent avoir lieu inopinément ou sur rendez-vous.

Art. 5 : Toute infraction à la réglementation sur les transports sanitaires terrestres peut faire l'objet de sanctions dans les formes et conditions prévues aux articles L 6313-1 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique.

Art. 6 : L'arrêté préfectoral du 13 novembre 2007 modifiant l'agrément n° 90 portant autorisation d'effectuer des transports sanitaires est abrogé.

Art. 7 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur LACATENA Fabrice et publié au recueil des actes administratifs du département. Il peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Art. 8 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,

Nancy, le 15 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/368-08 du 25 avril 2008 portant organisation de la permanence des soins en médecine ambulatoire dans le département

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Secteur de SAINT-NICOLAS-DE-PORT – ROSIERES-AUX-SALINES – DOMBASLE-SUR-MEURTHE (31)

L'article 2.5.1 alinéa 3 du cahier des charges départemental fixant les conditions d'organisation sur le secteur de SAINT-NICOLAS-DE-PORT – ROSIERES-AUX-SALINES – DOMBASLE-SUR-MEURTHE est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Les secteurs de Saint-Nicolas-de-Port, Dombasle-sur-Meurthe et Rosières-aux-Salines sont regroupés. La permanence des soins est assurée sur ce secteur par un médecin de SOS MEDECINS.

De plus les médecins libéraux assurent une permanence à leur cabinet :

- tous les soirs de 20 h à 24 h,
- les samedis de 12 h à 20 h,
- les dimanches, jours fériés, lundis lorsqu'ils précèdent un jour férié ainsi que les vendredis et samedis lorsqu'ils suivent un jour férié de 8 h à 20 h. »

Art. 2 : Régulation médicale.

L'article 3.1.1. alinéa 3 du cahier des charges départemental fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la régulation médicale est modifié comme suit :

La régulation médicale des appels de permanence des soins en médecine ambulatoire est assurée par :

- un médecin régulateur libéral la nuit de 20 h à 24 h
- deux médecins régulateurs libéraux le samedi de 12 h à 20 h
- deux médecins régulateurs libéraux les dimanches, jours fériés, lundis lorsqu'ils précèdent un jour férié ainsi que les vendredis et samedis lorsqu'ils suivent un jour férié de 8 h à 20 h.

Art. 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, Monsieur le Président du Conseil départemental de l'ordre des médecins de Meurthe-et-Moselle, Messieurs les Directeurs des Caisses primaires d'assurance maladie de Nancy et Longwy, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy (SAMU) .

Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 25 avril 2008 Le préfet,
Hugues PARANT

Service solidarité autonomie

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 354 du 15 avril 2008 autorisant l'extension du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Pompey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant :

- la nécessité de renforcer la filière gériatrique et gérontologique sur le secteur du « Val de Lorraine » et les liaisons entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social,
- que l'extension de 8 places demandée par le SSIAD de Pompey correspond à cette nécessité,
- que le coût de fonctionnement en année pleine d'une telle extension est compatible avec la dotation départementale de crédits d'assurance maladie affectée aux établissements et services pour personnes âgées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'Hôpital local intercommunal de Pompey-Lay-Saint-Christophe dont le siège est situé 3 rue de l'Avant-Garde – 54340 POMPEY est autorisé à augmenter la capacité de son service de soins infirmiers à domicile de 8 places pour personnes âgées, à compter du 1^{er} mai 2008.

Art. 2 : La capacité globale du service de soins à domicile est de 40 places pour personnes âgées.

Art. 3 : Conformément à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles cette autorisation :

- est accordée pour une durée de quinze ans,
- serait réputée caduque en l'absence de commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de sa notification.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy 5 place carrière 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à la directrice de l'hôpital local intercommunal de Pompey-Lay-Saint-Christophe dont le siège est 3 rue de l'Avant-Garde – 54340 POMPEY.

Nancy, le 15 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 355 du 15 avril 2008 autorisant l'extension du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Neuves-Maisons

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant :

- la nécessité de renforcer la filière gériatrique et gérontologique sur le secteur du « Toulois » et les liaisons entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social,
- que l'extension de 15 places demandée par le SSIAD de Neuves-Maisons correspond à cette nécessité,

- que le coût de fonctionnement en année pleine d'une telle extension est compatible avec la dotation départementale de crédits d'assurance maladie affectée aux établissements et services pour personnes âgées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'Association hospitalière Saint-Eloi dont le siège est situé 5 rue Aristide Briand – 54230 Neuves-Maisons est autorisée à augmenter la capacité de son service de soins infirmiers à domicile de 15 places pour personnes âgées, à compter du 1^{er} mai 2008.

Art. 2 : La capacité globale du service de soins à domicile est de 45 places pour personnes âgées.

Art. 3 : Conformément à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles cette autorisation :

- est accordée pour une durée de quinze ans,
- serait réputée caduque en l'absence de commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de sa notification.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy 5 place carrière 54036 Nancy CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au président de l'Association Hospitalière Saint-Eloi dont le siège est situé 5 rue Aristide Briand – 54230 Neuves-Maisons.

Nancy, le 15 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 356 du 15 avril 2008 autorisant l'extension du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Blainville-sur-l'Eau

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant :

- la nécessité de renforcer la filière gériatrique et gérontologique sur le secteur du « Lunévillois » et les liaisons entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social,
- que l'extension de 6 places demandée par le SSIAD de Blainville-sur-l'Eau correspond à cette nécessité,
- que le coût de fonctionnement en année pleine d'une telle extension est compatible avec la dotation départementale de crédits d'assurance maladie affectée aux établissements et services pour personnes âgées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'Association Services à Domicile « les 3 rivières » dont le siège est situé 1 rue du presbytère – 54360 Blainville-sur-l'Eau est autorisée à augmenter la capacité de son service de soins infirmiers à domicile de 6 places pour personnes âgées, à compter du 1^{er} mai 2008.

Art. 2 : La capacité globale du service de soins à domicile est de 51 places pour personnes âgées.

Art. 3 : Conformément à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles cette autorisation :

- est accordée pour une durée de quinze ans,
- serait réputée caduque en l'absence de commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de sa notification.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy 5 place carrière 54036 Nancy CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au président de l'Association Services à Domicile « les 3 rivières » dont le siège est situé 1 rue du presbytère – 54360 Blainville-sur-l'Eau.

Nancy, le 15 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N° 357 du 15 avril 2008 autorisant l'extension du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Villers-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant :

- la nécessité de renforcer la filière gériatrique et gérontologique sur le secteur de Nancy et banlieue et les liaisons entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social,
- que l'extension de 9 places demandée par le SSIAD de Villers-lès-Nancy correspond à cette nécessité,
- que le coût de fonctionnement en année pleine d'une telle extension est compatible avec la dotation départementale de crédits d'assurance maladie affectée aux établissements et services pour personnes âgées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'Association Lorraine de Soins à Domicile (ALSAD) dont le siège est situé 2bis rue Sainte Odile – 54600 Villers-lès-Nancy est autorisée à augmenter la capacité de son service de soins infirmiers à domicile de 9 places pour personnes âgées, à compter du 1^{er} mai 2008.

Art. 2 : La capacité globale du service de soins à domicile est de 100 places pour personnes âgées.

Art. 3 : Conformément à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles cette autorisation :

- est accordée pour une durée de quinze ans,
- serait réputée caduque en l'absence de commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de sa notification.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy 5 place carrière -54036 Nancy CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au président de l'Association Lorraine de Soins à Domicile (ALSAD) dont le siège est situé 2bis rue Sainte Odile – 54600 Villers-lès-Nancy.

Nancy, le 15 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt Service environnement - eau

Extrait de l'arrêté du 22 avril 2008 portant autorisation de renouvellement de l'autorisation d'exploiter un plan d'eau sur le territoire de la commune d'Ogéville au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que les travaux modifiant l'alimentation en eau ont été régulièrement encadrés et soumis à enquête publique ;

Qu'il n'y a pas eu de modifications notables apportées au plan d'eau ;

Que l'existence de ce plan d'eau depuis 1978 n'a pas engendré d'inconvénients majeurs sur la gestion globale et équilibrée de la ressource en eau,

ARRETE

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

Art. 1^{er} : Objet de l'autorisation

M. CHASSELIN Roger – 4 allée des peupliers – 54300 CHANTEHEUX est autorisé à exploiter, en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, dans les conditions fixées par le présent arrêté et pour une durée de 30 ans, le plan d'eau de 1,3 hectares alimenté en dérivation du ruisseau de Sainte-Basles, sur la commune d'Ogéville.

Le pétitionnaire est également autorisé à poursuivre l'exploitation, dans les conditions du présent arrêté et pour une durée de 30 ans, de la dérivation du ruisseau de Sainte-Basles au droit de sa propriété.

Les rubriques définies au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
1.2.1.0.	Prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation dans un cours d'eau d'une capacité supérieure ou égale à 5% du débit du cours d'eau	Autorisation
3.1.2.0.	Modification des profils en long ou en travers d'un cours d'eau ou dérivation d'un cours d'eau sur une longueur supérieure ou égale à 100 mètres	Autorisation
3.1.3.0.	Ouvrage ayant un impact sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur de 10 à 100 mètres	Déclaration
3.2.3.0.	Plans d'eau dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha	Déclaration

Art. 2 : Caractéristiques des ouvrages

Les installations, ouvrages, travaux, activités ont les caractéristiques suivantes :

Le plan d'eau situé sur la commune d'Ogéville, a une surface de 1,3 hectare,

Il est principalement alimenté par dérivation d'une partie du débit du ruisseau de Sainte-Basles, par l'intermédiaire d'un ouvrage situé sur le canal d'amenée (ancien ruisseau de Sainte-Basles avant son détournement par arrêté du 21 avril 1995). Cet ouvrage est un caniveau béton de 200 x 180 x 100 mm de dimension. Il est composé d'un batardeau constitué de bastingas qui coulissent dans un fer U. Ces bastingas d'une hauteur de 25 cm sont surmontés d'une grille fixe et inamovible d'espacement entre barreaux de 10 mm maximum ; Le plan d'eau se situe également en barrage d'un petit affluent du ruisseau de Sainte-Basles situé en amont du plan d'eau.

En période d'étiage et dès que le niveau du cours d'eau est inférieur à la hauteur des bastingas, le plan d'eau ne sera plus alimenté.

Chacune des entrées (dérivation du ruisseau et affluent) et des sorties (trop-plein : déversoir béton et vidange) sont équipées de grilles en fer fixes et inamovibles d'espacement entre barreaux de 10 mm maximum.

Le plan d'eau peut être vidangé entièrement. L'ouvrage de vidange est un moine béton, rond de 1,50 mètres intérieur, équipé d'une vanne de fond de 300 mm. La vanne est sécurisée dans un socle béton, réhaussé de madriers en chêne dans un fer U, surmontés de la grille réglementaire. L'évacuation se fait dans le ruisseau de Sainte-Basles par des buses de diamètre 800 mm.

Le plan d'eau est équipé d'un trop-plein, constitué d'un déversoir béton de 8 mètres de largeur.

La dérivation du ruisseau de Sainte-Basles a une longueur de 263 mètres et rejoint son ancien lit en aval immédiat du plan d'eau.

Le ruisseau de Sainte-Basles est busé d'une part sous la traversée du chemin communal n°8, traversée assurée par une canalisation de diamètre 1000 mm (emprise 11,25 m) et d'autre part sur la parcelle de M. CHASSELIN par une canalisation de 1000 mm et d'emprise 70 mètres.

Titre II : PRESCRIPTIONS

Art. 3 : Prescriptions spécifiques

Le pétitionnaire devra proposer, faire valider par le service police de l'eau et réaliser avant le 31 mars 2010, les travaux de renaturation de la dérivation du

ruisseau de Sainte-Basles sur sa propriété. Cette renaturation comprendra notamment un adoucissement et une végétalisation des berges du cours d'eau (enlèvement de palplanches, ...) mais aussi la franchissabilité éventuelle du passage busé, dont la nécessité sera définie, avec l'appui de l'ONEMA et de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse, en fonction des enjeux aquatiques et piscicoles du milieu.

Art. 4 : Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle

Le pétitionnaire est tenu à un entretien régulier des ruisseaux sur sa propriété tel que défini à l'article L.215-14 du code de l'environnement et à une surveillance et un entretien régulier de toutes ses installations de prélèvement et de rejet au milieu superficiel.

Le pétitionnaire veillera qu'à tout moment, le ruisseau de Sainte-Basles soit alimenté en priorité par rapport au plan d'eau, notamment en période d'étiage.

Art. 5 : Prescriptions générales relatives à certaines rubriques

Le pétitionnaire doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 27 août 1999 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de création de plans d'eau soumises à déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.3.0. (2°) de la nomenclature définie au tableau de l'article R 214-1 du code de l'environnement et joint à la présente autorisation.

Titre III : DISPOSITIONS GENERALES

Art. 6 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R214-18 du code de l'environnement.

Art. 7 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintient pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Art. 8 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, au préfet, dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement. Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier. Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Art. 9 : Vidanges

Conformément à la rubrique 3.2.4.0, la vidange du plan d'eau devra, au préalable, faire l'objet d'un dossier de déclaration au titre du code de l'environnement.

En cas de vidange régulière du plan d'eau, un dossier unique de déclaration pourra être déposé.

La vidange du plan d'eau se fera dans un étalement convenable dans le temps, de sorte de ne pas modifier de façon appréciable les conditions d'écoulement des eaux dans le ruisseau de la Woëvre, d'éviter l'exportation de matières en suspension susceptible d'entraîner des nuisances dommageables à la rivière ou à des tiers.

Art. 10 : Mesures de sauvegarde

Les eaux restituées au ruisseau de la Woëvre devront être dans un état de nature à ne pas apporter de trouble préjudiciable à la qualité des eaux, à la salubrité publique, à la santé des animaux susceptibles de s'abreuver dans la rivière, à la conservation, à la nutrition et à la reproduction du poisson.

L'introduction des espèces mentionnées à l'article L 432-10 du code de l'environnement est interdite.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

Art. 11 : Clause de précarité

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent arrêté.

Art. 12 : Modification des ouvrages

Toute modification apportée par le permissionnaire, aux ouvrages, doit être portée avant exécution à la connaissance du préfet de Meurthe-et-Moselle.

Art. 13 : Renouvellement de l'autorisation – retrait

Lors du renouvellement de l'autorisation, le demandeur adressera une demande au préfet dans un délai de deux ans au moins avant la date

d'expiration de la présente autorisation.

Si l'autorisation n'est pas renouvelée ou est retirée, le demandeur pourra être tenu de remettre le site dans son état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou aucun inconvénient pour les éléments concernant la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Art. 14 : Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Art. 15 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations autorisées par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

A toute époque, le pétitionnaire est tenu de donner aux agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques accès à ces ouvrages afin de permettre tout contrôle inopiné.

Art. 16 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Art. 17 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture pendant une durée d'au moins 1 an.

Art. 18 : Abrogation

L'arrêté du 4 octobre 1978 relatif à la création du plan d'eau à Ogéviller et l'arrêté du 21 avril 1995 autorisant la dérivation du ruisseau de Sainte-Basles sont abrogés.

Art. 19 : Voies et délais de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R 421-2 du code de justice administrative.

Art. 20 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, le maire de la commune d'Ogéviller et le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera transmise pour information au chef du service départemental de l'O.N.E.M.A. de Meurthe-et-Moselle et au directeur régional de l'environnement.

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie d'Ogéviller.

Nancy, le 22 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le secrétaire général absent,

Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,

Jérôme NORMAND

Direction départementale de l'équipement Service aménagement, risques et urbanisme

Extrait de l'arrêté n° 08 DE 004 PU du 22 avril 2008 portant approbation de la carte communale de Tanconville en application de l'article R.124-7 du code de l'urbanisme

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La carte communale de TANCONVILLE qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Art. 2 : Le dossier comprend :

- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/2 000^e,
- un plan des réseaux au 1/2 000^e,
- deux annexes (protection du patrimoine, protection des éléments du paysage).

Art. 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Art. 4 : En vertu de l'article L.421-2 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de la commune.

L'assistance technique des services de l'État en matière de permis de construire pourra s'exercer conformément à l'article L.421-2-6 du code de l'urbanisme.

Art. 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Équipement et le Maire de TANCONVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Nancy, le 22 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le secrétaire général absent,

Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,

Jérôme NORMAND

Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Arrêté du 24 avril 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU

- la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;
- l'arrêté ministériel en date du 16 février 2008 chargeant Monsieur Claude ROQUE de l'intérim de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} avril 2008 ;
- l'arrêté préfectoral n°08.BMSSE.14 en date du 31 mars 2008 portant délégation de signature à Monsieur Claude ROQUE chargé de l'intérim de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} avril 2008 ;

ARRETE

Art. 1^{er} : En application des articles 1, 2 et 3 de l'arrêté préfectoral n°08.BMSSE.14 en date du 31 mars 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- Monsieur Christian ESTIENNE, directeur-adjoint,
- Madame Martine BOUBAGRA, inspectrice du travail,
- Madame Angélique ALBERTI, inspectrice du travail,
- Monsieur Mickaël MAROT, inspecteur du travail,
- Monsieur Alain JADELLOT, inspecteur du travail,
- Madame Anne SCHWOERER-GAESTEL, inspectrice du travail,
- Madame Carine OSTER, inspectrice du travail,
- Monsieur François MANNEVILLE, chargé de mission.

Art. 2 : Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à Monsieur le Trésorier Payeur Général.

Vandœuvre, le 24 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental du travail, de l'emploi
et de la formation professionnelle, par intérim,
Claude ROQUE

AUTRES SERVICES

Réseau ferré de France

Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 11 avril 2008 d'un terrain sis à Lunéville (54)

Le président du conseil d'administration

DECIDE

Art. 1^{er} : Le terrain sis à LUNEVILLE (54) Lieu-dit Quai de Sélestat sur la parcelle cadastrée AH 19 pour une superficie de 2142 m², tel qu'il apparaît sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1), est déclassé du domaine public ferroviaire.

Art. 2 : La présente décision sera affichée en mairie de LUNEVILLE et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Strasbourg, le 11 avril 2008

Pour le président et par délégation,
Le directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardennes,
Philippe LAUMIN
Par délégation,
Bertrand WAHL

(1) Ce plan ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés sur place auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg 17 rue de la Haute Montée - 67000 STRASBOURG.

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Direction départementale de l'équipement
Service aménagement, risques et urbanisme

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 10265 du 28 avril 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Gerbéviller

Par arrêté préfectoral n° 10265 en date du 28 avril 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA lot. « la croix de mission » chemin de la Vallière, sur la commune de Gerbéviller.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 12735 du 28 avril 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy

Par arrêté préfectoral n° 12735 en date du 28 avril 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BT immeubles des bureaux SCI Stanislas Plaza bld de la Mothe ZAC Stanislas-Meurthe sur la commune de Nancy.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 15873 du 28 avril 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Ludres

Par arrêté préfectoral n° 15873 en date du 28 avril 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation T. Jaune INTERGES SAS 427 rue Lavoisier sur la commune de Ludres.

AUTRES SERVICES

Centre hospitalier Ravenel de Mirecourt

Avis de concours sur titres du 16 avril 2008 de cadre de santé

Un concours sur titres aura lieu au centre hospitalier Ravenel dans les conditions fixées à l'article 2 du décret du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir 16 postes de Cadre de Santé vacants dans les établissements et les filières suivantes :

Centre Hospitalier VITTEL : 1 poste filière infirmière
Centre Hospitalier REMIREMONT : 2 postes filière infirmière
2 postes filière médico-technique
Centre Hospitalier SAINT-DIE : 3 postes filière infirmière
1 poste filière médico-technique

Centre Hospitalier RAVENEL : 4 postes filière infirmière
Centre Hospitalier Jean Monnet : 2 postes filière infirmière
Centre Hospitalier GERARDMER : 1 poste filière infirmière
Concours sur titres interne :

Peuvent faire acte de candidature, les personnes titulaires du diplôme de Cadre de Santé ou certificat équivalent, comptant au moins 5 ans de services effectifs dans un corps de la filière dans laquelle elles postulent, le tout au 1^{er} janvier de l'année du concours.

La limite d'âge mentionnée ci-dessus est supprimée ou reculée conformément aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

Les demandes d'inscription au concours sont à adresser par courrier au :

CENTRE HOSPITALIER DE RAVENEL
Direction des Ressources Humaines
B.P.199 - 88507 MIRECOURT CEDEX

dans les 2 mois suivant la publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs.

Mirecourt, le 16 avril 2008

Le directeur,
E. MOLINS

